

# ÉCOLOGIE SOLIDAIRE

Lettre n° 7 octobre 2008

## D'une crise à l'autre

Tandis que l'attention des médias et de l'opinion est tournée autour de la crise bancaire et financière mondiale, une «autre» crise, planétaire, elle aussi, continue à se développer lentement loin des regards et des pulsions frénétiques des places boursières.

Selon un article paru dans *The Independent*, le 23 septembre 2008, les scientifiques ont la preuve aujourd'hui que les fonds marins de l'Arctique commencent à libérer dans l'atmosphère des millions de tonnes de méthane, un gaz à effet de serre bien plus puissant que le dioxyde de carbone. Embarqués à bord d'un navire scientifique, longeant les côtes nord de la Russie, les chercheurs ont observé à la surface de la mer, le bouillonnement provoqué par l'émission du méthane. Il est probable que sous l'effet du réchauffement climatique actuel, le «couvercle» de pergélisol [1] qui repose sur les sédiments sous-marins commence à fondre, laissant fuir des concentrations intenses de méthane couvrant des milliers de kilomètres carrés sur le plateau continental sibérien.

«Une vaste zone d'intense libération de méthane a été découverte, indique l'un des responsables de l'expédition (...) pour la première fois, nous avons observé une zone où la libération est si intense que le méthane n'a pas eu le temps de se dissoudre dans l'eau de mer, mais arrive sous forme de bulles de méthane à la surface (...) A certains endroits, les concentrations de méthane atteignaient 100 fois les niveaux habituels. Ces anomalies ont été constatées dans la mer de Sibérie orientale et la mer de Laptev. Elles portent sur plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés, et totalisent des millions de tonnes de méthane».

Or le méthane est un gaz dont l'effet est 20 fois plus puissant que le dioxyde de carbone et sa libération pourrait accélérer le réchauffement climatique de la planète à travers un gigantesque processus de rétroaction, rendant le processus irréversible et hors contrôle. Alors que la région de l'Arctique a connu une hausse des températures moyennes de 4 degrés centigrades au cours des dernières décennies, le déclin de la banquise, voire sa disparition, accentuerait le réchauffement climatique, l'océan absorbant beaucoup plus la chaleur du soleil que la surface réfléchissante de la glace. Et pendant ce temps là, le charbon est l'énergie dont la consommation augmente le plus, en particulier dans les pays émergents. Et pendant ce temps là, les émissions mondiales de CO2 ont augmenté ces dernières années plus rapidement que la demande d'énergie. Et pendant ce temps là, les sources d'énergie non émettrices de gaz à effet de serre continuent à rester marginales dans le bouquet énergétique mondial...

Qui a dit que l'humanité avait pris conscience de la crise écologique ?

Alain Coulombel

## édito

### Pendant la crise, la casse des droits sociaux continue !

Main mise sur l'audiovisuel public, allongement de la durée du travail, du nombre d'années de cotisation retraite, suppression de postes dans l'Education Nationale, fermetures d'hôpitaux, de tribunaux. Rien n'arrête le gouvernement de Sarkozy, et ses grands discours sur la réforme du capitalisme ne visent pas à renoncer à la dérégulation du marché du travail. Pour gagner plus, travailler plus, mais surtout pas que chacun contribue en fonction de ses moyens.

Ainsi les débats sur la loi de finances et sur le budget de la sécurité sociale, n'ont pas montré d'inflexion : pas question de revenir sur le bouclier fiscal, pas question de faire contribuer les revenus du capital comme les revenus du travail. Les niches fiscales et sociales ont encore de beaux jours devant elles. L'UMP a même trouvé le moyen d'en créer une nouvelle pour les investissements en Afrique. Quant aux parachutes dorés, il faudra toucher plus d'un million d'euros, soit quatre-vingt-dix ans de SMIC, pour être taxé dès le premier euro.

Mais si le capital n'a pas grand chose à craindre de Sarkozy et sa majorité UMP, on ne peut pas en dire autant des salariés. D'un côté une petite augmentation du minimum vieillesse uniquement pour les personnes seules et qui risque d'être en partie mangée par l'inflation, de l'autre l'exclusion de salariés de la majoration de la retraite minimum versée par les caisses de retraite. Et tant pis pour ceux qui auront été trop longtemps au chômage ou pour les femmes qui auront pris un congé parental. Ce sont déjà les femmes qui sont le plus réduite à ce minimum (une femme sur deux) mais dorénavant, elles verront encore leur retraite baissée si elles vivent en couple. On marche sur la tête : avec plusieurs des réformes introduites dans ce budget de la sécu, mieux vaut divorcer !

Enfin, sans négociation avec les partenaires sociaux, le gouvernement vient d'autoriser le travail jusqu'à 70 ans sans condition et sans limite. Comme pour les heures supplémentaires, on a d'abord eu un matraquage médiatique sur les pauvres salariés qui peuvent pas continuer à travailler après 65 ans, puis une première loi l'autorisant sous conditions, maintenant c'est sans condition. Gageons que dans quelque temps, le gouvernement passera à la phase finale comme pour la semaine de travail autorisée maintenant jusqu'à 48 heures. Il nous expliquera qu'il n'est pas juste qu'un salarié prenne sa retraite à 65 ans alors qu'il est encore en état de travailler et qu'il n'a pas ses 41 ans de cotisation. Et l'âge pour percevoir une retraite à taux plein sera repoussée à 70 ans. Et si cela concernera tous les salariés qui auront eu une carrière professionnelle hachée, ce sera encore les femmes qui trinqueront le plus.

Comme en matière environnementale, les mesures économiques et sociales envisagées par le gouvernement ne visent pas répondre aux urgences des crises actuelles mais à aggraver les conditions de vie du plus grand nombre.

# Retour de Bolivie

---

De retour d'un voyage du 25 septembre au 1<sup>er</sup> octobre, je faisais part de mes inquiétudes dans un article pour Politis.

Le vote du congrès le 21 octobre permettant de soumettre à référendum le projet de nouvelle constitution est une victoire indéniable d'Evo Morales, et ce après des mois de tensions y compris violentes et des semaines de négociation. En effet le MAS, parti du gouvernement, n'a pas la majorité des deux-tiers requise pour toute modification de la constitution. Il y avait donc obligation de négocier et nécessité de diviser l'opposition. Il faut reconnaître que cela a été fait de main de maître même si certaines concessions ne sont pas anodines.

L'opposition, et surtout les grands propriétaires terriens, accusent ce texte d'être trop «indigéniste». Quand on sait comment les peuples originaires ont été maintenus à l'écart du pouvoir (le scrutin universel ne date que de 1952), il n'est pas étonnant de voir la résistance de l'oligarchie principalement blanche.

Le gouvernement n'a donc pas cédé sur la reconnaissance des «peuples originaires» de Bolivie (trente-six peuples indiens) comme acteurs en tant que tels : leur droit à l'autonomie sur leurs terres traditionnelles est donc inscrits et une part «prioritaire» des revenus tirés des ressources naturelles du pays, essentiellement du gaz, doit leur revenir. Il n'a pas cédé non plus sur la participation et le contrôle social présent tout au long du texte, ainsi que sur un meilleur accès aux pouvoirs judiciaires et législatif avec élection des hauts magistrats.

L'article 1 de la nouvelle constitution sera donc : *«La Bolivie se constitue en un Etat Unitaire Social de Droit Plurinational Communautaire, libre, indépendant, souverain, démocratique, interculturel, décentralisé et avec autonomies. La Bolivie se fonde sur la pluralité et le pluralisme politique, économique, juridique, culturel et linguistique, dans le cadre du processus intégrateur du pays».*

Le point dur sur la possession de terres donne lieu à un compromis momentané : il ne sera pas possible de constituer dorénavant des propriétés de plus de 5 000 hectares pour les productions végétales et 10 000 hectares pour l'élevage. Pour les propriétés existantes – certaines atteignent plus de 100 000 hectares – il faudra démontrer qu'elles respectent l'article 56 de la nouvelle constitution : la propriété doit «remplir une fonction sociale» et n'est garantie que «si l'utilisation qui en est fait n'est pas préjudiciable à l'intérêt collectif». De belles batailles en perspectives ! L'accès de tous à l'éducation, la santé, le travail est garanti et le droit à l'accès à l'eau potable, aux égouts, à l'électricité, au gaz domestique, à la poste et aux télécommunications est constitutionnalisé.

Il faut aussi souligner la place donnée à l'environnement, avec un bloc constitutionnel très important autour de la préservation soutenable des ressources naturelles et de la biodiversité et le droit à un environnement sain pour les boliviens et les générations futures. La responsabilité environnementale est introduite ainsi que la consécration des études d'impact environnemental. A noter que le transit et l'enfouissement de déchets nucléaires ou toxiques sont interdits sur le territoire national.

La Bolivie sera dorénavant un état laïc mais le principe de l'enseignement religieux à l'école fait partie du compromis. Le refus de toute discrimination (dont celles basées sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre) est affirmé ainsi que le refus de la peine de mort.

Evo Morales (élu le 18 décembre 2005) accepte que le mandat en cours entre dans le calcul des deux mandats successifs et coupe ainsi court aux protestations de l'opposition qui l'accusait de vouloir se maintenir au pouvoir jusqu'en 2019.

Le référendum de ratification aura lieu le 25 janvier et seule une partie de l'opposition, celle liée aux secteurs les plus ultras de la région de Santa Cruz et du nord du pays devrait appeler à la rejeter. Les élections générales, parlementaires et président de la république, auront lieu d'ici fin décembre 2009.

## Les Verts de Bolivie

Nous avons profité d'un accueil très efficace et très chaleureux des camarades du parti Verts qui existe depuis un an, symbiose réussie de militants politiques chevronnés aux parcours politiques variés et de jeunes très motivés, tous impliqués dans les questions sociales, environnementales, féministes mais aussi pour les droits des peuples originaires dont la majorité sont issus. Leur engagement dans le processus en cours est total, même s'ils gardent un œil critique sur certains aspects. Je ne pouvais m'empêcher de penser au choc culturel que cela représenterait pour certains Verts français : pas vraiment le même milieu social, et ces camarades boliviens se feraient vite taxés de gauchistes par le parti Vert européen !

Martine Billard

# Sauver Bové ?

## Il n'est peut-être pas trop tard

Les élections européennes de 2009 auraient pu être l'occasion de faire apparaître une force de transformation écologique et sociale dans le paysage politique. C'est la position que défendent certains des signataires de l'appel de Politis.

Il serait dommage de reproduire l'erreur commise par les Collectifs lors de la présidentielle. Il ne faut pas se présenter à une élection pour constituer une force politique, mais constituer une force politique susceptible de se présenter aux élections. Pour les élections européennes, les délais sont dépassés. A gauche, le PS, sans doute le PC, certainement le NPA, vont présenter une liste, laissant trop peu d'espace électoral. Une seule liste pourrait porter une alternative, celle dite de «rassemblement des écologistes». Certes, chaque jour elle apparaît plus marquée par un retour vers l'environnementalisme. Certes, le manifeste publié est très loin d'être porteur d'un programme politique de transformation radicale, ni même d'évoquer de façon satisfaisante les problèmes du moment. Certes, la méthode est loin d'être démocratique et certains partenaires peu attrayants.

Cependant, la présence de José Bové dans le processus pourrait permettre, s'il était soutenu par des militants désireux de porter une proposition radicale de transformation écologique et sociale, d'utiliser les valeurs qu'il symbolise, quoi qu'on en pense.

Il n'est peut-être pas trop tard pour sortir le processus de rassemblement des écologistes de l'enlèvement dans le marais idéologique où il semble aller. Les militants investis dans le processus initié à Miremont et ceux qui se reconnaissent dans l'appel de Politis pourraient sans doute faire pencher la balance de ce rassemblement dans une autre direction. Ils permettraient que José Bové ne soit pas le dindon de cette farce, mais en devienne moteur avec d'autres, sur les propositions et valeurs qui nous rassemblent. Ce me semble être la seule façon d'apparaître dans la campagne qui s'annonce.

Simon Imbert-Vier

## La réponse est entre nos mains

La question essentielle aujourd'hui en politique est de savoir comment peser sur la réalité pour la transformer radicalement. Est-ce être plus près de la réalité que de se contenter de la «décrier» comme le fait si bien Besancenot ? Les luttes sociales perdent chaque fois un peu plus de leur efficacité car elles sont parfaitement assimilées par le pouvoir existant. Elles ont surtout une fonction régulatrice, elles servent à «exprimer le mécontentement, vider l'agressivité et le trop plein» et elles engendrent de surcroît du renoncement lorsqu'elles n'aboutissent à rien. Elles aident à résister certes, mais ont du mal à combattre le pouvoir en place, sur lequel elles grignotent si peu ! Autrefois ligotées par le politique, elles ont à leur tour ligoté le politique, accusé d'être déconnecté des réalités sous prétexte qu'il ne prenait plus appui sur elles. Cette concurrence insensée entre le social et le politique atteint aujourd'hui les limites de son inefficacité, faut-il continuer à l'entretenir ? Quant à la politique, elle ne se résume certes pas aux élections mais le combat politique peut-il se passer des élections ? Allons nous laisser l'espace politique aux seuls réformistes et nous marginaliser dans des espaces de repli, avec l'illusion de croire qu'on est plus près de la réalité parce qu'on n'est pas dans le compromis ou qu'à jouer au jeu électoral, on perd forcément son âme révolutionnaire ?

L'écologie solidaire, politique et sociale est le seul paradigme politique où j'ai trouvé un potentiel de créativité et d'alternative pour penser une transformation crédible de la société. Mais sans espace politique pour la faire vivre comment espérer la développer, la faire partager et la faire gagner dans les consciences et dans les urnes ? Il faut lui trouver un espace entre l'environnementalisme aseptisé et les défenseurs d'une société capitaliste à l'envers.

Il faut certes la faire vivre dans des associations et des expériences coopératives qui serviront de démonstrations et de leviers aux revendications politiques qui prônent «qu'un autre monde est possible». Mais ces microexpériences trouveront leurs limites si elles n'ont pas un jour le débouché politique qui permettra de les généraliser à une grande échelle et qui engendrera la transformation attendue.

La réalité du panorama politique aujourd'hui pèse sur l'écologie politique coincée entre des espaces, très à gauche qui restreignent sa radicalité écologique, et des espaces moyennement à gauche qui restreignent sa radicalité sociale. Il faudrait donc déplacer le curseur non plus sur une ligne de plus ou moins à gauche mais à gauche différemment sur un autre paradigme.

Avec les échéances européennes, les choix sont restreints car ils nous enferment tous sur une ligne plus ou moins à gauche et n'offrent pas la possibilité d'un levier différent. On aurait pu imaginer qu'un rassemblement des forces écologiques puisse servir de tremplin à des pensées politiques radicalement nouvelles. Les têtes d'affiches proposées par les Verts et les centrations sur des propositions exclusivement régulatrices de l'appareil capitaliste n'en prennent pas le chemin.

La candidature de Bové pourrait être l'occasion de se donner le levier dont nous avons besoin. Mais pour que cette candidature devienne un levier et non pas «une descente aux enfers», il faut réunir les conditions qui renverseraient la donne dans la grande région du Sud-Ouest. Est-ce possible ? La réponse est entre nos mains et dans notre capacité à y croire. Qui aurait pensé à l'époque du référendum sur le traité constitutionnel qu'une telle force politique et citoyenne, des comités du «non», allait se développer et renverser les consensus habituels ? On peut aussi se dire qu'on va passer le tour, encore pour une fois, en attendant des circonstances plus favorables. Mais ces circonstances arriveront-elles un jour, y aurait-il une main invisible et bienveillante à laquelle on pourrait s'en remettre pour des jours meilleurs ? Ne faut-il pas commencer à labourer des espaces pour y semer très vite les graines de l'écologie politique ? Le débat est ouvert, et j'en conviens, tout dépendra de la qualité du terrain labouré.

Martine Alcorta

## Une transformation qui boite

La «transformation écologique et sociale» lancée autour de la liste Europe Ecologie me paraît relever d'un élargissement très limité de la mouvance écologique. Pour le moment au moins. En choisissant les amis de Hulot ou d'ex Greenpeace, on laisse de côté une écologie associative de terrain, bien plus dans la tradition française, et qui se retrouve pour partie au sein de France nature Environnement. Ces associations sont porteuses d'une expertise et d'un militantisme de terrain, distinct des campagnes communicantes de leurs « amis » de Greenpeace, de WWF ou de la Fondation Nicolas Hulot. A ce jour, on ne les voit pas apparaître dans ce rassemblement.

Côté altermondialistes, le silence de José Bové, les critiques dont il fait l'objet au sein de ses amis, rendent boiteux ce rassemblement, cette transformation. José pourrait certainement obtenir le soutien de ses amis, aujourd'hui en partie présents dans l'Appel de Miremont ou de Politis. Mais l'homme se tait, décidément adepte de démarches solitaires.

**José, un autre monde est possible, mais il faut que tu nous aides à le construire !**

Michel Wilson

# écologie solidaire

## Notes de lecture

### Des images et des bombes : société du spectacle et néolibéralisme militaire

Du collectif Retort vient de paraître, dans sa traduction française, Des Images et des bombes, un essai proposant une lecture de la conjoncture politique actuelle à travers le prisme de trois questions :  
- Les évènements du 11 septembre 2001 nous font-ils basculer dans une ère nouvelle ?

- Les modalités selon lesquelles, après le 11 septembre, le pouvoir américain a cherché à réaffirmer sa suprématie militaire, représentent-elles une régression historique ?

- Enfin, « les concepts de société du spectacle et de colonisation de la vie quotidienne sont-ils susceptibles de nous aider à saisir la logique de l'époque contemporaine ? »

Partant des analyses de G. Debord, les auteurs considèrent que l'Etat dans sa forme actuelle a besoin d'une citoyenneté faible et d'un espace public aseptisé, bombardé à chaque instant, d'images-chocs, d'instructions, de slogans ou de fausses promesses façonnant la subjectivité de chacun. A partir de ce constat, comment interpréter l'image-événement du 11 septembre 2001 ? Précisément comme une image, ne fournissant aucune explication, ne formulant aucun programme, mais jouant de la logique du spectacle jusqu'à cette conclusion éminemment mortifère : l'effondrement des Twin Towers conçu par les terroristes « pour que nous restions enfermés chez nous, pour que nous ne puissions plus détourner nos yeux d'un capitalisme en train de hurler et d'exploser... ». Si sur le plan de l'image, nos Etats sont devenus beaucoup plus vulnérables, le contrôle des apparences est devenu un enjeu tout aussi capital que la pure et simple domination matérielle. Comment l'Etat spectaculaire pouvait-il répondre à la défaite du 11 Septembre ? Ce fut l'Afghanistan puis l'Irak... Du sang contre du pétrole, thèse censée expliquer la guerre en Mésopotamie, la mainmise sur le pétrole irakien permettant aux Etats-Unis de s'emanciper du pétrole saoudien ? Or pour les auteurs, là encore, cette thèse ne tient pas. En vérité l'avènement d'un néolibéralisme militaire, c'est-à-dire rien d'autre, finalement, que l'accumulation primitive déguisée. Soit l'usage par le système capitaliste, de la force, de la dépossession, de l'expropriation violente (on pense aux images des maisons à vendre de ces foyers d'américains modestes emportés par la vague des subprimes), ici et là, vers des zones géographiques excentrées mais aussi vers l'intérieur, vers les « tréfonds du tissu social, à la recherche de ressources à arracher au commun ».

L'originalité de cet essai tient dans le titre de son chapitre conclusif : Modernité et Terreur. L'image et les bombes. La société du spectacle et le néolibéralisme guerrier. Le consumérisme et le développement d'un capitalisme spectral se nourrissant de vol de pétrole, du blanchiment d'argent, de drogue ou de prostitution... Face à cette situation, la tâche de la gauche devrait être de proposer « une critique du moderne qui ne soit ni dans le rejet, ni dans l'orthodoxie, ni dans la nostalgie, ni dans l'apocalypse ». Comprendre qu'à travers le consumérisme, le capitalisme est devenu un mode de vie, une vision de la vie désirable, une nouvelle forme de totémisme (dans le sens où il permet d'investir d'un pouvoir magique la manipulation des objets). Et que c'est dans ce cadre que la gauche doit apprendre à se réinventer...

**Alain Coulombel**

Retort, *Des Images et des bombes*, Ed. Les Prairies Ordinaires.

Retort (Riposte) est un collectif d'universitaires américains basé dans la baie de San Francisco.

### Tourisme : voyage au bout de l'enfer capitaliste ?

Dans son Manuel de l'antitourisme [1], Rodolph Christin, avec un excellent sens de la formule, analyse de manière documentée les dégâts de la mondialisation capitaliste à travers la loupe du tourisme.

Pourquoi découvrir cet ouvrage ? Parce qu'il concerne la première activité économique mondiale comptant 200 millions de personnes. Cette industrie touristique en expansion (les déplacements internationaux ont crû de 6,5 % par an entre 1950 et 2006) fait 2 milliards de dollars de recettes par jour ! Ce livre m'a permis de prendre conscience de l'ensemble des raisons pour lesquelles j'avais personnellement mis un moratoire sur mes désirs de voyages éloignés, luxes d'une minorité dont l'impact concerne une majorité... La force de ce corrosif manuel c'est qu'il s'attaque au triptyque idéologique suivant : développement, croissance, productivisme.

En effet « que l'on soit en pays développé - jamais assez - ou en voie de développement, [l'horizon du chemin touristique ou] sa destination est donnée d'avance : le développement (toujours lui), ce générateur de croissance (toujours elle) ».

Considérant que le grand bon en avant historique de ce concept de développement est advenu le 20 janvier 1949 lors de discours d'investiture du président Truman, l'auteur explique comment, au nom de ce développement, l'industrie touristique est devenue un « rouleau compresseur qui nivelle le monde ».

R. Christin, sociologue, critique de manière très argumentée « le tourisme comme levier vertueux de développement socio-économique ». Il décortique ses indésirables revers. Parmi ceux-ci figurent de considérables pollutions (bétonnisation des architectures et des natures, artificialisation des paysages, destruction d'écosystèmes, impact climatique des avions particulièrement négatif avec un effet de réchauffement 2,7 fois supérieur à celui du seul dioxyde de carbone (dû au mélange d'air chaud et humide rejeté par l'avion avec l'air froid de la haute troposphère).

Il n'oublie surtout pas les nuisances socio-écologiques (au Sud : pertes d'autonomie socio-économique chez les sociétés d'accueil montrant le visage d'un « nouveau colonialisme », effarante standardisation des populations ; au Nord : augmentation du coût de l'immobilier et prolifération des résidences secondaires).

Ce livre recèle également une fine analyse de la marchandisation du monde. « Nous vivons sous le signe de la mise en production du monde. Celle-ci déploie un imaginaire qui modélise et rend monnayables espaces, rencontres, découvertes, expériences. Ainsi, la vie devient une suite d'achats, une trajectoire de péage en péage. Où que l'on soit, l'esprit du tout économique nous inocule la fièvre acheteuse. Le tourisme n'échappe en rien à cette tendance. Pire, il tend à l'appliquer sous toutes les latitudes tout en parlant d'évasion et de contrées préservées ; Il ancre sa supercherie sur nos irréductibles désirs ».

Autre corde à l'arc de R. Christin : sa formation d'anthropologue. Il nous invite à questionner la place du travail dans notre vie quotidienne où « le temps libre a été occupé, colonisé par le productivisme des vacances ». « Y aurait-il, en effet, un tourisme sans salariat [...] ? »

Pour lui, « le tourisme est une compensation thérapeutique permettant aux travailleurs de tenir la distance et d'accéder aux mirages de la qualité de vie, au milieu d'un air, d'une eau, d'une terre polluées comme jamais auparavant ». Septique sur l'alter-tourisme, ce « tourisme de l'expiation économique », il évoque « un contre-tourisme » : « ne résiderait-il pas dans l'invention de moyens de voyager pas trop cher, sans recourir à toutes ces offres émergeant sur le marché ? » Même s'il n'évoque guère de pistes pour s'évader du tourisme, « prisonnier que nous sommes de nos vacances standardisées » il invite à inventer des politiques de « non-gestion ou politique du moindre impact » avec la « nécessité d'une vision systémique et complexe pour se bricoler malgré tout des espaces de légèreté ».

**Thierry Brulavoine**

[1] édité par Yago en 2008 (15 euros).



### La Lettre de l'Écologie solidaire est publiée sous la responsabilité de

Françoise Alamartine, Nicole Bertrand-Séris, Martine Billard, Yves Contassot, Alain Coulombel, Michel Evrard, Augustin Grosdoy, Simon Imbert-Vier, Marc Lasaygues, Jean-Pierre Lemaire, François Longéras, Kyra-Françoise Mas, Laurent Moccozet, Nazy Paysokhan, Christian Prébois, Michel Wilson

**Vous pouvez nous contacter en envoyant un courriel à [edition@ecologie-solidaire.org](mailto:edition@ecologie-solidaire.org)**

**Vous pouvez lire toutes les contributions de l'Écologie solidaire sur le site [www.ecologie-solidaire.org](http://www.ecologie-solidaire.org)**

**Vous pouvez vous inscrire ou vous désinscrire à la version électronique de la Lettre de l'Écologie solidaire en vous rendant sur le site <http://listes.ecologie-solidaire.org>**